



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

kaléidoscope

## Dans ce numéro

### DEFIS MONDIAUX : Post-conflits

- Congo-Brazzaville : Etat et société civile en situation de post-conflit
- *African Development Report 2008 / 2009*
- *Economic Provisions in Peace Agreements and Sustainable Peacebuilding*

### GEOGRAPHIES : Sahel

- Acteur et territoires du Sahel : rôle des mises en relation dans la recomposition des territoires
- Crise alimentaire mondiale ou effondrement du pouvoir d'achat ? Causes mondiales et conséquences pour le Sahel
- Bulletin de veille N°149 - Pastoralisme, agro pastoralisme et alimentation du bétail au Sahel

### DEBATS SUR L'AIDE

- Efficacité de l'aide : rapport d'étape sur la mise en œuvre de la déclaration de Paris
- La France et l'aide publique au développement
- Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs

### A NE PAS MANQUER

- Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir
- Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social 2009
- Education pour tous : l'aléa des Etats fragiles ?

## Agendas

### XIIIe Congrès forestier mondial Buenos Aires, Argentine

18 – 25 octobre 2009

Organisé tous les six ans par la FAO, le Congrès forestier mondial (CFM) réunira six mille participants environ venant de plus de 160 pays.

Le thème du Congrès, Développement forestier – équilibre vital, sera traité dans une perspective sociale, environnementale et économique, offrant ainsi la possibilité d'analyser les diverses fonctions de cette ressource naturelle dans ses contextes local, régional et mondial. Des représentants des organisations universitaires et scientifiques, le secteur privé, la société civile, les communautés autochtones et rurales et les institutions publiques liées au secteur forestier, échangeront leurs expériences en vue d'offrir une perspective complète, mondiale des forêts.

Les sept principaux domaines thématiques de cette réunion seront les suivants : les forêts et la biodiversité ; produire pour le développement ; les forêts au service des populations ; l'entretien des forêts ; les opportunités de développement ; l'organisation du développement forestier ; l'interaction harmonieuse entre l'homme et les forêts.

Des tables rondes de haut niveau seront consacrées à deux questions présentant un intérêt particulier actuellement : « Les forêts et l'énergie » et « Les forêts et le changement climatique ».

- ▶ 9 – 11 octobre 2009 : Forum mondial du développement durable, Ouagadougou, Burkina Faso
- ▶ 12 – 13 octobre 2009 : Comment nourrir le monde en 2050, FAO, Rome, Italie
- ▶ 14 - 15 octobre 2009 : Forum mondial sur les finances, OCDE, IOPS, Rio de Janeiro, Brésil
- ▶ 14 – 17 octobre 2009 : Réunion FAO sur la sécurité alimentaire, Rome, Italie
- ▶ 16 octobre 2009 : Journée internationale de l'alimentation
- ▶ 22 – 24 octobre 2009 : Salon Pollutec, Casablanca, Maroc
- ▶ 26 – 28 octobre 2009 : 3<sup>ème</sup> Forum des affaires UE - Afrique, Tunis, Tunisie
- ▶ 28 – 30 octobre 2009 : Eau et énergies en Afrique, Lyon, France
- ▶ 2 – 6 novembre 2009 : 16<sup>ème</sup> Africa Week Oil, Le Cap, Afrique du Sud
- ▶ 3 – 6 novembre 2009 : Conférence internationale sur le pétrole, Bamako, Mali

## Défis mondiaux

### Post-conflits

#### L'ouvrage

**Congo-Brazzaville : État et société civile en situation de post-conflit**

GAMANDZORI, J., L'HARMATTAN, 2009, 163 p.

Cote PCG.016

Depuis l'émergence de la démocratisation en République du Congo, au début de la décennie 1990, de nombreux ouvrages ont été écrits notamment sur les guerres récurrentes que ce pays a connues. Les réponses que l'État et la société civile congolaise ont apportées comme voies de sortie de crise après les conflits, notamment celui de 1997 à 2001, constituent le cœur de cet ouvrage. Il traite des conséquences de cette guerre, fournit de précieuses informations sur la situation économique, sociale et sanitaire du pays, et s'interroge sur le rôle de la société civile congolaise dans la résolution des problèmes de la période post-conflit. Pour y parvenir, l'Interdisciplinaire groupe de recherche sur l'Afrique contemporaine (IGRAC) a rassemblé des chercheurs d'horizons divers qui ont analysé la situation post-conflit du Congo et indiqué des voies de reconstruction et de sortie de crise du pays.

#### Le rapport web

**African Development Report 2008 / 2009**

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2008, 127 p.

Ce rapport, préparé par des experts de la Banque africaine de développement (BAD) et publié par les Presses de l'université Oxford, examine les coûts économiques et sociaux des conflits en Afrique et fournit des recommandations sur la façon de les résoudre, promouvoir la paix et paver la voie à la reconstruction. « Les conflits violents entraînent un lourd tribut en termes de souffrance humaine et d'opportunités perdues de développement en Afrique », dit le rapport, ajoutant qu'entre 1990 et 2005, le continent a abrité la moitié des morts suscités par des guerres de par le monde. Dans les pays africains actuellement aux prises avec diverses formes de conflits, le rapport mentionne aussi le nombre très élevé de personnes qui meurent de maladies, de la faim, de malnutrition ou de problèmes de santé liés à la dégradation des services de santé consécutifs aux conflits. Il ajoute que les impacts en

termes de pertes de revenus, de destruction des infrastructures, de fuites des capitaux et de déplacements des populations sont également importants. Les pays voisins subissent aussi des coûts substantiels du fait de l'extension des conflits sur leurs territoires, de dépenses militaires préventives, et de soins à fournir aux réfugiés. La publication note que, malgré le fait que les conflits violents aient décliné en Afrique et dans le reste du monde au cours des dernières années (6 pays africains en 2009 contre 14 pays en 1990), les défis liés à la consolidation de la paix, à la reconstruction des institutions étatiques et au redécollage des activités économiques demeurent gigantesques.

#### L'article

**Economic Provisions in Peace Agreements and Sustainable Peacebuilding**

WENNMANN, A., DE BOECK, 2009

Cet article, basé sur l'analyse de six études de cas au Soudan, Guatemala, Népal, Liberia, en RDC et en Angola, étudie le potentiel de l'inclusion de dispositions d'ordre économique dans des accords de paix en vue de favoriser la durabilité de la consolidation de la paix. Cette stratégie vise à inclure les auteurs de troubles dans un processus de paix en les rendant sensibles aux opportunités qui découlent de l'économie post-conflit. L'inclusion de dispositions d'ordre économique favorise également la viabilité d'un accord de paix lorsque les questions économiques ont été le cadre de discussions entre les parties. Afin de réussir le développement économique du pays, les dispositions incluses doivent éviter la reconstitution d'une situation économique qui, auparavant, a contribué à l'ouverture d'un conflit armé. De même, l'inclusion de dispositions d'ordre économique mal négociées peut conduire à l'échec du processus de paix. En revanche, si les parties sont disposées à négocier sur les questions économiques ou sont sensibles à la pression de tiers parties pour les mettre à l'ordre du jour, il conviendra de les inclure pour favoriser le développement économique et l'émergence d'une nouvelle société.

# Géographies

## Sahel

### L'ouvrage

#### Acteurs et territoires du Sahel : rôle des mises en relation dans la recomposition des territoires

BA, A.-H., ENS, 2008, 257 p.

Cote ZAH.12

Les formes des mises en relation entre sociétés ne cessent de varier en fonction des moyens de communication et des accords politiques entre États. La mobilité des hommes reste un des facteurs de ces mises en relation entre territoires non contigus ; elle permet le transfert des techniques, des capitaux, des idées et le développement d'une solidarité entre les peuples. Les mauvaises conditions climatiques dans l'espace sahélien d'une part, l'évolution des politiques nationales d'aménagement et des politiques de coopération au développement d'autre part, ont provoqué l'émigration d'une partie de la population sahélienne vers d'autres pays et occasionné l'arrivée au Sahel de multiples acteurs exogènes de développement. La confrontation des logiques de développement élaborées par des acteurs d'origines diverses, les interventions opérées à des échelles géographiques différentes signent l'instauration progressive d'un nouveau système d'appropriation des espaces. Ce système, entretenu par les leaders d'ONG, les migrants, les élus locaux, renforce les mises en relation Nord-Sud et Sud-Sud et aboutit à une construction de territoires d'un type nouveau. À partir d'enquêtes et d'analyses en France et en Afrique sahélienne, ce livre donne les clés pour comprendre les dynamiques organisationnelles et l'émergence d'un mouvement associatif très structuré dans les pays africains.

### Le rapport web

#### Crise alimentaire mondiale ou effondrement du pouvoir d'achat ? Causes mondiales et conséquences pour le Sahel

AFRIQUE VERTE INTERNATIONAL, 2008, 7 p.

Depuis 2008, les médias se font l'écho de nombreuses "émeutes de la faim" qui seraient la conséquence d'une crise alimentaire mondiale affectant particulièrement les Pays en Développement (PED) et les Pays les Moins Avancés (PMA). Aussi, Afrique Verte a souhaité regrouper dans un document le contexte, les causes diverses et les conséquences régionales : rappels généraux et historiques sur la faim dans le monde et la malnutrition ; la situation et le contexte actuel, notamment en Afrique de l'ouest ; les mesures prises dans les pays sahéliens ; l'évolution des prix du mil et du riz au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Dans ce contexte, la hausse des prix des céréales sur le marché mondial est une opportunité que doit saisir le Sahel pour relancer son agriculture et plus largement son économie.

### L'article

#### Bulletin de veille N°149 - Pastoralisme, agro pastoralisme et alimentation du bétail au Sahel

INTER RESEAUX, 2009, 7 p.

Ce bulletin de veille traite de la problématique de l'alimentation du bétail dans les systèmes pastoraux et agropastoraux sahéliens. Dans les zones sahéliennes, le pastoralisme est un système d'élevage dominant, mais on observe également un développement des systèmes agropastoraux, résultant de pasteurs nomades qui se sédentarisent et d'agriculteurs qui associent l'élevage à leurs activités. Ces systèmes connaissent aujourd'hui de nombreuses difficultés (accès aux ressources fourragères et aux aliments pour le bétail, non délimitation des zones de pâturages, conflits fonciers, etc.) dues pour l'essentiel à la raréfaction croissante des ressources naturelles, mais aussi à la faible prise en charge du pastoralisme par les pouvoirs publics. Dans ce contexte, l'accès aux ressources fourragères et à l'alimentation pour le bétail est devenu pour les éleveurs un épineux problème, et constitue, aux dires des principaux acteurs du secteur, le grand défi qui se posera dans les années à venir aux élevages des zones sahéliennes.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

#### Efficacité de l'aide : rapport d'étape sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

OCDE, 2009, 206 p

Cote R3.209

La Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide définit les principes et les engagements que les donateurs et les pays en développement sont déterminés à suivre pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ce rapport est un examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la concrétisation de ces engagements. Il s'appuie sur de nombreuses sources, dont l'enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et le rapport de synthèse de l'évaluation. La première partie met en lumière les principaux enseignements et messages qui se dégagent des progrès réalisés à ce jour. La deuxième partie rend compte des engagements pris au titre des cinq principes de partenariat se rapportant à l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle. Elle traite également de quatre sujets revêtant un intérêt fondamental : les perspectives au niveau sectoriel, le rôle des organisations de la société civile, les situations de fragilité et de conflit, et la nouvelle architecture de l'aide.

### Le rapport web

#### La France et l'aide publique au développement

CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE, LA DOCUMENTATION FRANCAISE, FRANCE, 2009, 355 p

Depuis une quinzaine d'années, l'aide publique au développement (APD) a connu d'importants changements caractérisés par la fin de la guerre froide et la mise en place de politiques nouvelles. L'APD a cessé d'être une arme dans l'affrontement géostratégique entre blocs. Les diverses crises de la dette ont également suscité de nouveaux débats sur l'efficacité de l'aide et le dilemme prêts/dons. Cette étude fait le point sur ces débats et s'attache à remettre l'aide française en perspective dans ce nouveau panorama. Elle examine d'abord les fondements

de l'aide et ensuite les questions de sélectivité (répartition géographique de l'aide) et de conditionnalité. Les auteurs du rapport dissertent sur la mauvaise " notation " de l'aide française du point de vue de la sélectivité et plaident pour un élargissement des critères d'attribution, qui devraient prendre en compte des éléments tels que la vulnérabilité économique ou les liens historiques. De même est défendue l'idée du passage d'une conditionnalité d'instrument (l'aide est attribuée en fonction de la politique que le pays receveur s'engage à mettre en œuvre) à une conditionnalité de résultats (l'aide est déboursée en fonction de la réalisation d'objectifs finaux définis par les pays). Enfin, un nouveau mécanisme de provisionnement de prêts est suggéré, qui soit comptabilisé en APD et qui permette de restaurer l'accès au marché des capitaux des pays économiquement vulnérables.

### L'article

#### Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs

GIOVALUCCHI, F. / OLIVIER DE SARDAN, P.-O., REVUE TIERS MONDE N° 198, 2009, 383-406 p.

Le "cadre logique" est une technique de rationalisation de l'action publique centrée sur la planification des objectifs, devenue omniprésente dans les institutions de développement. Il privilégie une perspective purement gestionnaire centrée sur les facteurs quantifiables, la légitimation de l'intervention et une vision linéaire et mécanique de la causalité. Cette perspective ignore les facteurs politiques, les conflits, le rôle des acteurs ou les ajustements stratégiques. Elle repose sur une épistémologie positive largement dépassée, loin des acquis de la sociologie des organisations, de l'analyse des politiques publiques et de la socio-anthropologie du développement. Cependant, les usages pratiques qu'en font les professionnels du développement sont assez éloignés des prétentions théoriques du modèle. Son utilité dans la sélection ou dans l'évaluation des projets rencontre un large scepticisme, mais tous s'accordent à reconnaître qu'il peut permettre un contrôle de cohérence dans la conception.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

### Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir

DOLIGE, E., SENAT, 2009, 462 p

Cote ZDT.018

Deux questions transversales sont revenues dans les entretiens menés par la mission d'information sur les DOM : la défaillance des outils administratifs et l'absence de démarche d'évaluation préalable à la décision ainsi que l'insuffisante prise en compte des spécificités des départements d'outre-mer. La mission préconise au travers de 100 propositions pour le développement de l'outre-mer : l'assainissement de la situation des collectivités territoriales en matière de gouvernance, tant institutionnelle que financière, un rééquilibrage entre le lien de quasi exclusivité avec la métropole et l'Union européenne et la nécessité d'une meilleure insertion dans l'environnement régional et enfin une meilleure prise en compte des spécificités et de la diversité des DOM.

## Le rapport web

### Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social 2009

STIGLITZ, J. / SEN, A. / FITOUSSI, J.-P., MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, FRANCE, 2009, 324 p

La création de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social (CMPEPS) a été décidée au début de 2008 par le Président de la République, en réponse aux interrogations sur la pertinence des mesures actuelles de la performance économique, fondées sur les chiffres du Produit intérieur brut (PIB). La Commission, menée notamment par Joseph Stiglitz, a reçu pour mission de « déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social, de réexaminer les problèmes relatifs à sa mesure, d'identifier les informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs du progrès social plus pertinents, d'évaluer la faisabilité de nouveaux instruments de mesure et de débattre de la présentation appropriée des informations statistiques ».

## L'article

### Education pour tous : l'aléa des États fragiles ?

POIRIER, T., IREDU, 2009, 23 p.

Plus d'un tiers des enfants non scolarisés dans le monde vit dans des pays qui font face à un conflit ou qui ont des gouvernements défaillants en matière de lutte contre la pauvreté. Ainsi, dans ces États fragiles, principalement localisés en Afrique subsaharienne, l'objectif de la scolarisation primaire universelle d'ici 2015 reste aléatoire. Il s'agit alors de définir les stratégies possibles de l'Aide publique au développement en éducation au cours de la prochaine décennie dans le contexte de ces États fragiles. La vision décrite dépend de l'impact relatif sur l'éducation d'une commande à deux paramètres simultanés. Le premier, celui de la gouvernance, oppose une approche indivisible de cette gouvernance, qui doit être homogène au travers de tous les secteurs de la société civile, à une vision orientée par le pragmatisme qui tend à ne pas faire de ce critère de gouvernance un préalable. Le second paramètre fait appel au statut de l'éducation comme Bien public universel et conduit à la nécessité d'ingérence dans la mesure où l'éducation est perçue comme un droit opposable. Les différentes formes d'ajustement entre ces deux paramètres, dans les terrains spécifiques des États fragiles, peuvent conduire à des adaptations variées et amener à relativiser l'objectif de l'Éducation pour tous.

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Crise financière
- GEOGRAPHIE : Mexique

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Jean-Michel SEVERINO

**Responsable de la rédaction :** Céline ABOUT

**Coordination :** Chantal SARALLIER, Hadj LAKHAL

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

**Graphisme :** Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43